

ONG-3D

Démocratie - Droits humains - Développement



RAPPORT ANNUEL 2020



WWW.ONG3D.ORG

Sommaire

Table des matières

SIGLES ET ABREVIATIONS.....	3
RESUME EXECUTIF.....	2
<i>LES REALISATIONS ET LES EFFETS DES INTERVENTIONS.</i>	3
CHAPITRE 1 : GOUVERNANCE DEMOCRATIQUE ET PARTICIPATION CITOYENNE.....	4
A- LA PROMOTION DE PROCESSUS ELECTORAUX LIBRES, DEMOCRATIQUES PARTICIPATIFS ;.....	4
B- RENFORCEMENT DE LA TRANSPARENCE, DE LA PARTICIPATION CITOYENNE ET DE LA REDEVABILITE DANS LA GESTION DES RESSOURCES PUBLIQUES (MARCHES PUBLICS).....	5
C- AMELIORATION DU LEADERSHIP POLITIQUE ET SOCIO-ECONOMIQUE DES FEMMES, DES JEUNES ET DES PERSONNES VIVANT AVEC UN HANDICAP.	7
CHAPITRE 2 : GOUVERNANCE DES RESSOURCES NATURELLES ET DEVELOPPEMENT DURABLE.....	13
A- PLAIDOYER POUR LA GESTION INCLUSIVE ET PARTICIPATIVE DES RESSOURCES TIREES DE L'EXPLOITATION DES RESSOURCES MINIERES.....	13
B- RENFORCEMENT DE L'ENGAGEMENT DES COMMUNAUTES POUR UNE GOUVERNANCE PARTICIPATIVE ET INCLUSIVE DES RESSOURCES NATURELLES ;	15
CHAPITRE 3 : PROMOTION DES DROITS SOCIAUX DES COMMUNAUTES.	17
A- CONTRIBUTION A LA GESTION DES URGENCES ET CRISES SANITAIRES ;.....	17
B- LA PROMOTION DE L'ACCES A LA SECURITE ALIMENTAIRE, A L'EAU ET A L'ASSAINISSEMENT ;.....	21
C- LA RESILIENCE DES COMMUNAUTES FACE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES.	28
<i>LES BONNES PRATIQUES ET SUCCESS STORIES</i>	30
<i>LES BONNES PRATIQUES.....</i>	31
<i>LES SUCCESS STORIES</i>	37
<i>LES PERSPECTIVES POUR L'ANNEE 2021</i>	38

Sigles et abréviations

AFD : Agence Française de Développement	MAM : Malnutrition aigüe modérée
ANCS : Alliance des Communautés pour la Santé	OCB : Organisation Communautaire de Base
ARD : Agence Régionale de Développement	ODD : Objectif de Développement Durable
ARMP : Autorité de Régulation des Marchés Publics	OSC : Organisation de la Société Civile
ARV : Antirétroviraux	PAM : Programme Alimentaire Mondial
CC : Changements climatiques	PAPCCUSS : projet d'Appui à la Prise en Charge des Crises et des Urgences Sanitaires au Sénégal
CCF : Collectifs Citoyens Des Femmes	PDC : Plan de Développement Communal
CCL : Comité Citoyen Local	PECMA : Prise en charge de la malnutrition aigüe,
COUS : Centre des Opérations d'Urgences Sanitaires	PRN : Programme de Renforcement de la Nutrition
CPC : Cadre de Participation Citoyen	PME/PMI : Petites et Moyennes Entreprises / Petites et Moyennes Industries
DBC : Distribution à base communautaire	RTS : Radiodiffusion Télévision Sénégalais
DGE : Direction Générale des Élections	RTSL : Resolve To Save Lives
FAO : Fonds Alimentaire Mondial	SNEEG : Stratégie Nationale pour l'équité et l'égalité de Genre
FARNE : Foyer d'Apprentissage et de Réhabilitation Nutritionnelle et d'Éveil	UJAK : Union des jeunes agriculteurs de Keyli Wirndé
FECL : Fond d'équipement des collectivités locales	UNICEF : Fonds des Nations unies pour l'enfance
GIE : Groupement d'intérêt économique	USAID : Agence Américaine d'Aide au Développement
GPF : Groupement de Promotion Féminin	TFM : Télévision Futurs Média
IST : Infections Sexuellement Transmissible	
MSAS : Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	
MOC : Maitrise d'Ouvrage Citoyen	
SPC : Suivi, Promotion de la Croissance	

Résumé exécutif

L'ONG 3D (Démocratie/gouvernance, Droits Humains, Développement) est une organisation de la société civile sénégalaise, dont la mission est de valoriser et de renforcer les initiatives d'actions citoyennes et les capacités des acteurs pour la promotion de la bonne gouvernance, dans le respect des Droits Humains tant au niveau national que local.

C'est également une organisation très dynamique sur les questions de développement durable pour une gouvernance prospective des initiatives productrices d'émergence économique, sociale et environnementale au Sénégal et dans la sous-région.

Elle a mis en place différents programmes tout au long de l'année 2020 dans divers secteurs comme la gouvernance des ressources naturelles pour un meilleur accès des populations aux droits sociaux fondamentaux.

Dans les domaines de la Gouvernance démocratique et de la promotion de la participation citoyenne, l'ONG 3D est intervenu dans la promotion des processus électoraux libres démocratiques et participatifs. Ainsi, elle a participé au dialogue national pour le compte de la société civile, et accompagné en partenariat avec la DGE le processus de l'audit du fichier électoral. Ce faisant, l'organisation a joué un rôle très important dans le renforcement de la transparence, de la participation citoyenne et de la redevabilité dans la gestion des ressources publiques locales et nationales. Elle a également mené des actions visant à renforcer le leadership politique et socio-économique des femmes, des jeunes et des personnes vivant avec un handicap. 3D a en outre adopté une politique de promotion du genre, pour amplifier la participation des femmes dans les instances décisionnelles et renforcer leur autonomie économique et financière.

Du point de vue de l'accès à une nutrition de qualité et la lutte contre les effets du changement climatique, une série de projets ont été mis en place pour promouvoir l'accès à la sécurité alimentaire, à l'eau et à l'assainissement surtout dans les zones touchées par la désertification et donc menacées par la sécheresse et la famine.

Dans le cadre de la gouvernance des ressources naturelles et du développement durable, l'ONG a mis en œuvre un plaidoyer pour la gestion inclusive et participative des recettes tirées de l'exploitation des ressources minières.

Étant régulatrice de développement, la transparence est un élément-clé dans la gouvernance. Par conséquent, un programme de renforcement de l'engagement des communautés pour une gouvernance participative et inclusive des ressources naturelles constitue une approche importante pour atteindre les objectifs fixés par la Directive n°01/2009/CM/UEMOA portant nouveau cadre harmonisé des finances publiques au sein des États d'Afrique de l'Ouest.

L'année 2020 a été marquée par l'avènement d'une pandémie qui a entraîné au Sénégal une crise sanitaire et économique. Cette crise avec son corollaire de dommages a conduit à la mise en place de plan d'adaptation afin de permettre à l'organisation de poursuivre ses activités. Aussi, un réaménagement des fonds destinés aux activités a permis de participer à l'effort de lutte contre la pandémie. 3D a de plus participé à la gestion des urgences en contribuant à une meilleure mobilisation de ressources gouvernementales pour la santé et d'assurer la prévention dans toutes les régions du Sénégal.

Le présent rapport fait l'économie des actions réalisées par l'ONG 3D au Sénégal.

Les réalisations et les effets des interventions.

Chapitre 1 : Gouvernance démocratique et participation citoyenne.

A- La promotion de processus électoraux libres, démocratiques participatifs ;

Conformément à sa mission, l'ONG 3D s'engage à contribuer à la création de conditions favorables à des processus électoraux libres, démocratiques et transparents au Sénégal. C'est pour cette raison qu'en 2020 l'ONG 3D a exécuté le programme « **Sunu Élections** » dont l'une des activités phares est la médiation politique.

En effet, au lendemain de l'élection présidentielle, il a été décidé d'instaurer un dialogue national avec toutes les composantes politiques dans une dynamique de recherche de solutions consensuelles afin d'apaiser le champ politique, condition de la stabilité et du développement économique et social.

- **La participation de l'ONG 3D au dialogue national**

L'ONG 3D a été désignée comme OSC pour participer au dialogue politique initié par le Président de la République. Sa contribution a essentiellement portée sur les réformes électorales telles que le mode d'élection des maires, la suppression de la loi sur le parrainage et a pu aboutir à l'adoption de plusieurs points de consensus.

Dans cette participation, l'ONG 3D a fait des propositions allant dans le sens de l'audit du fichier électoral, l'élaboration des TDRs de l'audit du fichier électoral, l'évaluation du processus électoral entre autres. Ces actions ont permis le renforcement de la démocratie, des libertés et droits humains, des réformes institutionnelles et des organes de gestion des élections. La participation à l'audit du fichier électoral a permis de déceler 32 recommandations pour améliorer le fichier électoral et restaurer la confiance entre les acteurs.

Le principal résultat atteint dans la participation de 3D au dialogue national est l'intégration de la recommandation relative à « l'élection au suffrage universel direct des maires et des présidents de conseils départementaux, tête de liste majoritaire » qui a été adoptée à l'unanimité par les acteurs politiques.

Il a aussi été proposé la mise en place d'un cadre permanent de suivi du processus électoral, de la rationalisation du calendrier républicain et sur l'institutionnalisation du dialogue et de la médiation politique. Toutes ces actions concourent à l'apaisement du climat politique au Sénégal.

Cette marque de reconnaissance a renforcé la position de 3D en tant qu'organisation de référence en matière de plaidoyer pour une gouvernance démocratique et participative.

- **La contribution de 3D au processus de l'audit du fichier électoral :**

L'ONG 3D en partenariat avec la **DGE** a accompagné le processus de l'audit du fichier électoral. L'accompagnement a pour objectif d'aider à la mise en œuvre de l'audit de manière indépendante.

L'ONG 3D est d'avis qu'il est nécessaire d'évaluer, avec l'ensemble des acteurs, le processus électoral et de s'accorder sur des mesures consensuelles de son amélioration, avant d'amorcer le cycle électoral qui pointe à l'horizon. Les dernières élections législatives ont révélé des manquements et des défaillances importantes qui ont empêché de nombreux citoyens d'accomplir leur droit de vote et, de surcroît, accentué le climat de méfiance et de suspicion de certains acteurs politiques vis-à-vis de l'administration électorale et des organismes de supervision du processus électoral.

Partant de ce postulat, l'ONG 3D estime que l'absence d'une frange très significative de l'opposition aux concertations annihile tout espoir de bâtir un large consensus national. C'est à ce titre que 3D a aidé au choix du cabinet indépendant chargé de recruter les experts en charge de la conduite du processus de l'audit du fichier électoral.

La mission de l'ONG 3D consistait à veiller sur la bonne exécution des travaux de l'audit du fichier électoral conduit par des experts internationaux.

Le principal objectif de l'accompagnement des experts en charge de la mission d'audit du fichier électoral et des acteurs politiques est d'apporter des réponses aux différentes questions soulevées par les acteurs électoraux et les citoyens sur la fiabilité du fichier électoral.

L'ONG 3D a beaucoup contribué au renforcement d'un climat de confiance entre les parties prenantes et de vulgarisation des recommandations de la mission de l'audit du fichier électoral.

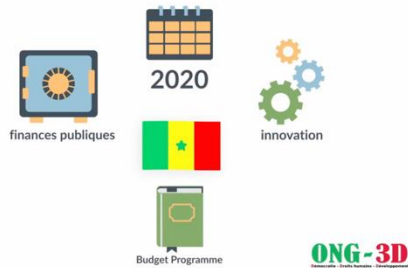
B- Renforcement de la transparence, de la participation citoyenne et de la redevabilité dans la gestion des ressources publiques (marchés publics)

- **Pour une commande publique nationale accessible à tous**

L'ONG 3D travaille pour la participation citoyenne, la transparence et la redevabilité afin de promouvoir le développement des individus et des communautés tout en respectant les droits humains aux niveaux national et local. Ce projet consolide nos acquis dans le domaine de la gouvernance économique et financière en permettant d'investir dans un secteur stratégique à savoir les marchés publics.

L'approche privilégiée consiste à renforcer les capacités des acteurs de la société civile en vue d'un meilleur contrôle citoyen sur les marchés publics aux niveaux national et local. De plus, la stratégie met l'accent sur l'accès des citoyens aux données relatives aux marchés publics, les

mécanismes de contrôle citoyen des marchés publics au niveau local et la participation des PME/PMI à la commande publique.



Les principales activités déroulées en 2020 sont relatives à des sessions de formation pour les PME/PMI, la mise en place du comité citoyen local à Rufisque et l'élaboration d'outils de simplification de l'information sur les marchés publics.

Les formations des PME/PMI étaient axées sur la formalisation et les procédures de passation

des marchés. Ces dernières ont été assurées par un membre de l'ARMP sur 4 modules :

- Introduction Générale aux marchés publics ;
- Les préalables dans les marchés publics ;
- Les procédures d'appel en concurrence ;
- La présentation du dossier de « Demande de Prix et de Renseignements »

Globalement les participants ont été dotés de capacités techniques pour pouvoir mieux accéder à la commande publique. Ils se sont aussi montrés très intéressés dans la gouvernance des marchés publics. Une évaluation a été administrée aux participants et il en ressort qu'il y a un besoin de renforcement de capacités en matière de fiscalité des entreprises.

La seconde activité a consisté à mettre en place un comité citoyen local dont l'objectif principal est de renforcer la capacité de ses membres sur les MP notamment sur l'engagement civique et le contrôle citoyen. En termes d'impacts, les sessions de formation ont permis aux membres du CCL de Rufisque de



Remise d'attestation de formation aux PME de Rufisque

comprendre les possibilités qui leur sont offertes pour mieux participer à l'exécution des marchés publics au sein de leur municipalité.

Enfin, des spots audio et vidéo sur la compréhension des marchés publics ont été diffusés grâce à un partenariat avec les médias et via les réseaux sociaux. L'objectif est de rendre accessible les informations du secteur des marchés publics pour une plus grande transparence des procédures.

Ces spots appelés " **Marchés publics animés** " ont été développés de manière participative, sur la base de consultations citoyennes, afin de prendre en compte les besoins réels des citoyens en matière d'information sur les marchés publics. Cela a permis la création dynamique et pédagogique de supports de communication qui mettent notamment l'accent sur l'importance de la commande publique dans la gestion budgétaire, la définition de ce mécanisme, les principes qui régissent son exécution et, surtout, le rôle et la place du citoyen dans ce processus. Afin d'assurer leur appropriation par les citoyens, les " Marchés publics animés " ont été diffusés via les médias (TFM) et partagés sur nos plateformes de médias sociaux tels que Facebook et Youtube. Plusieurs retours positifs nous sont parvenus sur la clarté et l'accessibilité du message.

- **L'ONG 3D a renforcé les capacités des citoyens pour une meilleure accessibilité des informations budgétaires.**

L'ONG 3D a acquis, au fil des années, une grande expérience dans le secteur de la transparence en général, et plus singulièrement sur les thématiques relatives à l'exécution des budgets nationaux et locaux et la reddition des comptes dans la gestion des deniers publics. Cela s'est traduit par des actions de renforcement de capacités des acteurs cibles, l'appui à une lecture simplifiée du budget, la production d'outils et de supports adaptés de suivi et de l'évaluation de la mise en œuvre des politiques publiques. Ainsi, l'ONG 3D a mené une stratégie de simplification des informations budgétaires pour faciliter leur compréhension par un plus grand nombre de citoyens.

Avec l'entrée en vigueur du Budget-Programme depuis le 1^{er} janvier 2020, toutes les initiatives de l'État doivent être sous-tendues par l'accès des citoyens à l'information financière ainsi que la transparence dans la gestion des ressources publiques. C'est ainsi que l'ONG 3D s'est donnée l'opportunité de renforcer les capacités des acteurs étatiques et de responsabiliser les acteurs non étatiques dans la gestion, le suivi et la communication budgétaire. À ce titre, une vidéo en format *motion design* dénommée « Budget animé » a été réalisée et publiée via les médias et les réseaux sociaux (Facebook, Youtube, Twitter et la plateforme www.sunubudget.sn).

L'idée est de permettre aux populations de comprendre la réforme des finances publiques au Sénégal ainsi que le nouveau rôle accordé aux citoyens dans le processus budgétaire. Il s'agit d'un concept de simplification des informations budgétaires pour davantage renforcer la participation citoyenne <https://www.youtube.com/watch?v=fjz7kamVsNk>.

L'ONG 3D s'est donnée comme objectif de créer à la fois des mécanismes de contrôle du budget et de mesure de son exécution. Il s'agit aussi de tirer profit du potentiel des technologies de l'information et de la communication pour rendre le budget plus accessible à travers des infographies et des visuels animés.

Le principal résultat atteint à ce niveau est un meilleur accès des citoyens à l'information budgétaire et une plus grande conformité de l'État aux standards en matière de budget ouvert.



C- Amélioration du leadership politique et socio-économique des femmes, des jeunes et des personnes vivant avec un handicap.

L'ONG 3D s'est engagée conformément à son plan stratégique à inclure dans ses axes d'intervention, la promotion du Genre et de l'inclusion sociale pour répondre aux Objectifs de Développement Durable. En effet, le rôle des femmes et des jeunes dans nos sociétés sont encore aujourd'hui très peu valorisés.

Or, les profondes mutations que le monde a connues avec l'augmentation des niveaux de pauvreté et les nombreuses sollicitations et interpellations au sein des familles et des

communautés, les femmes sortent de plus en plus de l'ombre pour assumer tant au plan social, économique, politique que culturel, des rôles essentiels. Leurs influences se font plus distinctives. Et les conditions d'exercice de leur leadership, pour l'atteinte de leurs objectifs se mettent en place face au leadership masculin.

- **Le renforcement de capacités des femmes pour une meilleure présence dans les instances décisionnelles.**

La participation des femmes aux postes de pouvoir et de prise de décision est un processus complexe qui implique une analyse de plusieurs facteurs, tels que les systèmes électoraux nationaux et locaux qui garantissent ou limitent la participation démocratique, en particulier des groupes ou secteurs traditionnellement marginalisés, les partis politiques et leurs mécanismes de représentation de la citoyenneté entre autres. Les actions communautaires déroulées grâce au projet Bruits de Tambours à Saint-Louis, ont permis de pointer du doigt les formes et niveaux d'organisation des femmes, et leur impact dans les espaces de débats politiques.

De même, les relations de genre et les pesanteurs culturelles qui compliquent la participation des femmes aux postes de prise de décisions ont été exposées et ont abouti à la formulation de recommandations afin de relever les résistances à la reconnaissance des femmes en tant que paires. Ces actions ont également permis d'identifier les stéréotypes liés à la perception culturelle du genre de la part des membres masculins des partis politiques et des organisations locales. Toutes ces considérations tendent à renforcer le manque de crédibilité dans l'action et l'absence de ressources et d'appuis financiers aux campagnes des femmes.

Face à cette situation, il est important de mettre l'accent sur la participation et la bonne gouvernance qui sont des concepts fondamentaux pour le progrès de la démocratie. En effet, la gouvernance va refléter les besoins immédiats et intérêts stratégiques des femmes et des hommes notamment en matière de Genre dans le cadre de diverses relations sociales. Pour parvenir à une forte représentativité des femmes dans les hautes sphères décisionnelles, il est impératif qu'elles soient représentées de manière égale dans l'ensemble du processus décisionnel, et à tous les niveaux.

Il paraît donc primordial pour les femmes de s'assumer, de s'épauler et de s'organiser pour asseoir leur leadership au plan économique, social, politique et surtout culturel. L'idée est de faire émerger une masse critique de femmes leaders capables d'exercer leur influence sur la société en vue d'un leadership partagé, pour de nouvelles harmonies sociales et un meilleur équilibre dans les relations hommes/femmes.

C'est dans ce sens que le programme « **Kaddu Jigeen Ni** » dont la mise en œuvre repose essentiellement sur une volonté de renforcer les acquis obtenus grâce aux dispositions législatives et juridiques prises par le Sénégal, relatives à la protection des droits des groupes vulnérables est développé depuis Décembre 2017.

Les activités mises en œuvre dans le cadre de ce programme ont produit des impacts et des résultats en termes de changements de comportement, qui s'est traduit par une reconsidération de la place et du rôle que les femmes jouent au sein de leurs communautés et dans les instances de décisions. En outre, les informations liées au fonctionnement des collectivités territoriales et

à l'élaboration des politiques publiques budgétaires ont été démocratisées et rendues accessibles aux femmes.

Enfin, des fora de présentation des besoins et priorités des femmes aux autorités locales ont favorisé l'intégration de lignes budgétaires dédiées à ces priorités. À titre d'exemples, environ 5 millions de francs CFA seront dédiés à la construction d'une maison de la femme à Mont Rolland et un budget de 2 millions de francs CFA sera affecté l'année prochaine à l'Union communale des femmes de Ndiarème Limamoulaye pour appuyer leurs activités de transformation agro-alimentaire, de savonnerie et de commerce.



Focus groups avec l'UCFNL

blocages formels ou informels. Parmi ces mécanismes, figurent aux premières places la remise en cause de la légitimité des structures et processus actuels de gouvernance et une meilleure implication des femmes dans la gouvernance locale.

La promotion des femmes aux postes de responsabilité doit être une priorité pour tous dans la

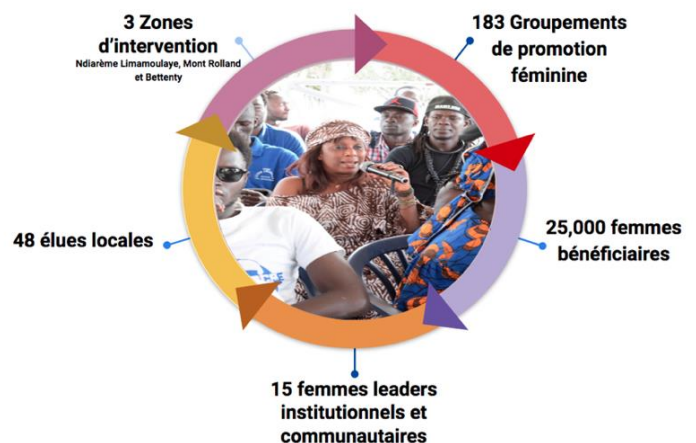


Focus groups avec les femmes de Boki Dialoube.

mesure où une masse critique de femmes est nécessaire au sein de toutes les entités et structures importantes pour un développement inclusif de nos territoires.

Dans la même logique, l'ONG 3D, en collaboration avec **Enraiza Derechos** et la **Fondation Musol** a facilité la mise en place de deux (2) Collectifs Citoyens Des Femmes (CCF) dans les communes de **Guédé Village** et **Guédé Chantier** dans le cadre du programme « **Kissal Ngura** ». Ces collectifs ont été créés dans le but de faciliter les échanges entre les femmes des différentes catégories socio-professionnelles pour une meilleure prise en charge de leurs préoccupations et une valorisation de leur statut au sein des communautés locales.

Il s'agit donc de mettre en œuvre les mécanismes qui conduiront à une pleine participation des femmes et des hommes dans la gouvernance locale tout en éliminant les



Ainsi, pour atteindre cet objectif, chaque collectif dispose d'un plan d'action triennal revendicatif pour renforcer la participation des femmes dans la gestion des affaires publiques locales et la promotion de l'équité sociale.

La mise en œuvre de ces plans d'action a permis l'installation de quatre (4) groupes de discussion et d'initiatives communautaires (GDIC) dans les communes de **Guédé Village** et **Guédé Chantier**.

En outre, ces plans d'action visent les objectifs stratégiques suivants :

- Faire évoluer les attitudes et les pratiques défavorables à une meilleure position sociale de la femme dans les communes de Guédé Village et Guédé Chantier par la sensibilisation et le dialogue avec les acteurs concernés.
- Mener des plaidoyers pour le renforcement de la couverture des équipements sanitaires, scolaire et d'assainissement ;
- Consolider les acquis en termes de scolarisation et maintien des filles à l'école ;
- Accompagner les groupements de femmes à valoriser les potentialités socio-économiques de la zone ;
- Organiser des mobilisations sociales pour la participation active des femmes dans les sphères de prise de décision ;
- Faire un plaidoyer en faveur d'une budgétisation sensible au genre.

Toujours dans la même région, le projet Bruits de Tambours a été déroulé en consortium avec les ONG sénégalaises **RAES** et « Réseau Siggil Jigeen », Equipop, une ONG française et l'**AFD**. Ce projet est une campagne de communication sociale et communautaire pour encourager l'émergence d'une gouvernance plus démocratique au Sénégal et en Afrique de l'Ouest. Le concept d'«**edutainment**» a été mis en avant dans ce projet avec la réalisation et la diffusion d'un feuilleton radiophonique "**Dianké**" et d'une série télévisée "Wara" qui promeuvent une démocratie participative et inclusive en faveur des femmes et des jeunes. Ajouter à cela, des actions communautaires telles que des dialogues citoyens, des radios citoyennes et un événement mobilisateur ont été déroulés.



Formation des animateurs de radios à Saint-Louis.

“Le projet **Gawdi** a permis aux femmes de mieux s’affirmer économiquement et communautairement. Elles ne se limitent plus aux rôles secondaires (main d’œuvre). Elles sont capables de définir leur propre vision et se donnent les moyens de réaliser leurs objectifs au sein des exploitations agricoles ou dans les GIE. Elles ont également bénéficié de classes d’alphabétisation fonctionnelles en langue Pulaar, ce qui a renforcé leurs compétences en analyse et force de proposition en sécurité alimentaire ou encore les enjeux du changement climatique.”

Seynabou Niang Ngom, Coordinatrice du volet agro du Programme GAWDI

En ce qui concerne les dialogues citoyens, ils ont réuni des participants identifiés lors des activités préparatoires du projet telles que la cartographie des acteurs institutionnels et communautaires de la commune de Saint-Louis. Ainsi, un total de vingt-deux dialogues communautaires se

sont tenus dans les quartiers de Saint-Louis et ont permis d’identifier les obstacles à la participation des femmes et des jeunes aux instances de prise de décisions, les solutions préconisées et les recommandations pour y remédier à court, moyen et long terme. Des propositions ont été faites pour susciter le changement. Ces propositions ont été faites par les jeunes et les femmes, pour les jeunes et les femmes et s’articulent autour des axes ci – après :

- Organiser davantage les jeunes et femmes dans la participation citoyenne, dans le développement personnel, collectif et le développement local ;
- Accompagner les femmes dans des activités pouvant leur permettre l’autonomisation financière ;
- Mettre en place un programme de renforcement de capacités des jeunes et des femmes dans le court, moyen et long terme en leadership, prise de parole en public et estime de soi, mais aussi en contrôle citoyen de l’action publique.

En appoint aux dialogues précités, des émissions radiophoniques et des séances d’écoute et de visionnage des feuilletons ont été organisés en partenariat avec les radios locales (Ndar FM, Sud FM, TERANGA FM et la RTS). En somme huit (8) émissions radios citoyennes se sont

tenues à raison de deux (2) émissions par radios (4). Elles ont été le lieu de débats passionnés de membres de la société civile et de décideurs politiques de la commune de Saint-Louis.

Enfin, une lettre ouverte a été adressée aux élu.e.s locaux.ales et membres de la vie associative de Saint-Louis, pour qu’ils et elles s’engagent publiquement à intégrer les voix des Femmes et des Jeunes dans la vie



Cession de formation des journalistes et acteurs de la communication

citoyenne afin de rendre la démocratie de leur commune plus transparente, plus participative et plus collaborative.



Activités de transformation de céréales locales à Podor.

- **L'autonomisation économique et le renforcement du capital humain pour un développement plus inclusif.**

Le renforcement de capacités techniques constitue un élément important dans le dispositif de lutte contre la précarité économique et sociale des groupes vulnérables, de l'ONG 3D. Par exemple, les programmes de promotion des activités économiques individuelles et

associatives des femmes de Sangalkam, Yéne, Bambilor, Ziguinchor ou encore de Guédé, de Doumga lao et Ndioum, comportent un large volet renforcement du capital humain. Il s'agit d'appuyer les activités économiques de transformation agro-industrielle des femmes de ces localités mais aussi de les initier à l'agroécologie pour une meilleure adaptation aux changements climatiques. Aussi, les femmes sont techniquement mieux outillées pour la fabrication, le marketing et la commercialisation de leurs produits.

Dans le département de Podor par exemple, les activités déroulées ont pour objectif de contribuer à l'exercice effectif du droit à l'alimentation et l'amélioration des revenus en ciblant prioritairement les femmes. C'est dans ce cadre que douze (12) périmètres maraîchers ont été aménagés et équipés au profit des groupements de femmes de la commune de Guédé Village et Doumga Lao par le programme GAWDI.

Aussi, 150 exploitations familiales dont 40% dirigées par des femmes ont été appuyées en intrants agricoles dans la production de riz, d'oignon et de gombo par le projet Kissal Ngura.

Dans le cadre de la valorisation des produits agricoles, deux (2) unités de transformation ont été construites et équipées dans la commune de Guédé Village. Ces nouvelles réalisations



Foire communautaire de Bambilor : Visite des stands du D.E de l'ONG 3D

viennent s'ajouter aux trois plateformes agro-alimentaires déjà existantes, soit un total de cinq (5) unités de transformation construites par l'ONG 3D transformation dans le département de Podor.

En mettant en place ces unités, l'ONG 3D a contribué à l'amélioration des revenus des femmes rurales et au développement des chaînes de valeurs des produits agricoles locaux.

Parallèlement à ces investissements, une plateforme commerciale, regroupant les

Cercles de Femmes Transformatrices (CFT) du département de Podor et celles du département de Rufisque, a été mise en place dans le but de faciliter l'écoulement des produits agro-alimentaires à travers l'organisation de foires intercommunautaires.

Sur l'exercice comptable 2020, les cercles de femmes transformatrices accompagnés dans le département de Podor ont produit et commercialisé 73,72 tonnes de riz blancs et 11,84 tonnes en dérivés du riz pour un chiffre d'affaires de 23 375 800 FCFA.

Sur le volet renforcement des capacités, 490 femmes ont reçu des formations sur plusieurs thématiques notamment les techniques de production, de conservation, de transformation, de marketing et commercialisation, le leadership, la participation sociale et l'équité de genre.

En collaboration avec les Inspections de l'Éducation et de la formation (IEF) de Podor et de Pété huit 08 classes d'alphabétisation fonctionnelle sont installées en 2020 dont quatre à Doumga lao et quatre à Guédé Village avec la participation de 200 femmes apprenantes.

Les cours se poursuivent au niveau des huit (8) classes installées dans les villages du walo (Décollé, Guédé village, Sinthiou Diambo, Donaye, Wandé et Diaynga souballo) et dans les villages du djéri (Tourguenol et Sinthiane Mamoumbé). L'effectif par classe est de 25 femmes. Ainsi, nous avons globalement 200 auditrices/ apprenantes titulaires au niveau des huit classes. Chaque classe dispose d'un calendrier de cours, qui décline les jours et les horaires de travail par semaine. L'objectif de ces séances est de permettre aux femmes bénéficiaires de savoir lire, écrire et calculer en langues locales « Puular ».



Classe d'alphabétisation à Dounga Lao.

Chapitre 2 : Gouvernance des ressources naturelles et développement durable.

A- Plaidoyer pour la gestion inclusive et participative des ressources tirées de l'exploitation des ressources minières

Le débat sur la gouvernance des ressources naturelles et la redistribution des ressources issues de l'exploitation des richesses du sous-sol sénégalais suscite beaucoup de réactions de part et d'autre. A Matam, l'exploitation des phosphates était caractérisée par un climat social relativement tendu entre les communautés impactées et les sociétés minières. Cette tension était principalement liée au déficit de communication, à l'ignorance des dispositions de la législation minière et au faible financement des projets structurants à partir des ressources issues de l'exploitation minière.

C'est ainsi que le programme « **Kawral** » a été initié avec comme objectif ultime d'améliorer la capacité des OSC à plaider pour que les communautés et les municipalités tirent profit des recettes fiscales provenant de l'exploitation minière. En outre, les actions déroulées ont permis

à ces OSC de porter le plaidoyer pour une utilisation des ressources minières par les municipalités pour répondre aux besoins prioritaires en matière d'éducation. Ce plaidoyer était aussi destiné à la mise en application des **20 %** au titre des fonds de péréquation et des **0,5%** du **FECL**.

De manière stratégique, il s'agit d'améliorer les capacités des OSC à se mobiliser et à plaider en faveur du respect par les sociétés minières des obligations de la loi minière, puis de renforcer le plaidoyer des OSC et des municipalités en faveur de l'efficacité des transferts infranationaux. Enfin, les actions menées devront permettre aux organisations locales et intermédiaires de collaborer pour obtenir l'engagement des municipalités à financer le plan de développement local.

En termes d'actions et de résultats, les formations ont favorisé un éveil des consciences des communautés et un repositionnement stratégique des acteurs.

Cela s'est traduit par une meilleure compréhension et une prise en charge des préoccupations des communautés à travers l'organisation d'une marche pacifique pour le respect des dispositions du code minier, par la participation des CPC aux instances départementales et locales de prise de décision.

Les CPC ont également été formés sur le management organisationnel appuyé par l'organisation d'un forum communautaire de présentation d'outils permettant de mieux analyser les rapports relatifs à l'exploitation minière. Aussi, des recommandations pertinentes pour des investissements durables des ressources issues l'exploitation minière ont été formulées. Enfin, la dernière action a consisté à mettre en place un cadre de concertation entre les différentes parties prenantes pour des retombées positives de l'activité minière.

Le programme USAID/KAWRAL à travers sa communication et son plaidoyer a permis aux communautés impactées et aux autorités territoriales de mieux comprendre les enjeux de la gouvernance minière. La marche réalisée par les communautés pour réclamer à l'État le respect des dispositions du code minier a mené à un certain nombre de changements positifs dont un objectif majeur du programme. A la suite de la manifestation, les élus nationaux de la région se sont entretenus avec le Chef de l'État pour attirer son attention sur les revendications légitimes des communautés impactées.

Cela a également concouru à la prise de décisions politiques au niveau national et local. Il s'agit notamment de :



- La signature du nouveau décret n° 2020 – 1938 fixant les modalités de répartition du Fonds d'appui et de péréquation aux collectivités territoriales
- La signature de l'arrêté interministériel n° 027038 portant répartition de la dotation du fonds d'appui et de péréquation aux collectivités territoriales ;
- La mise en place par arrêté N° 095/ GRM d'une commission régionale de concertation sur les interventions sociales dans le secteur des mines.
- Aussi, afin d'être en cohérence avec les politiques publiques d'éducation et de formation et réduire significativement la déperdition scolaire, le Programme **USAID/KAWRAL** a conceptualisé les « **Classes passerelles RSE** » qui est un modèle alternatif de prise en charge des cas de déperdition scolaire.

Pour une appropriation du modèle par les autorités académiques, administratives et politiques, un atelier de révision technique du modèle et un autre atelier de validation politique ont été organisés. C'est à la suite de cette rencontre que les collectivités ont officiellement remis le modèle à la société minière et autres partenaires au développement pour contribuer à son financement.

B- Renforcement de l'engagement des communautés pour une



Atelier de concertation et d'échanges sur la participation citoyenne à Matam.

gouvernance participative et inclusive des ressources naturelles

La transparence est une composante d'une importance capitale dans la gouvernance. Elle est régulatrice de développement dans la

mesure où les élus et les citoyens ont besoin d'outils de mesure, d'évaluation et de participation pour un meilleur développement au niveau local.

Ainsi, le projet d'engagement citoyen en faveur de la transparence et la redevabilité des ressources extractives et financières, signé entre OXFAM et l'ONG 3D vise à promouvoir une gestion plus efficace des ressources publiques provenant des industries extractives pour une meilleure prise en charge des populations vulnérables. Le projet est intervenu dans les communes de Ngoudiane, Pire, Hamady Ounaré et Orkadiéré.

De manière spécifique, le programme vise à accroître les connaissances de la société civile (jeunes et femmes) en matière de contrôle citoyen axé sur le processus budgétaire des collectivités locales et assurer un suivi de qualité des dépenses des ressources du secteur extractif dans les services sociaux de base. Pour marquer le démarrage officiel des activités,

deux ateliers de lancement dans les deux zones d'intervention notamment, à Thiès et à Matam sous la présidence des Maires bénéficiaires ont été organisés.

Les activités phares sont relatives à la mise en place de comités citoyens locaux composés des dynamiques communautaires autour d'une instance de gestion, de coordination et de suivi des actions de la société civile. Ces comités ont été validés par des arrêtés municipaux signés par les maires respectifs et approuvés par le représentant de l'Etat. Les membres de ces comités ont suivi des formations qui leur ont permis de diagnostiquer le cadre juridique et réglementaire du secteur minier avant de poser les jalons d'une stratégie de contrôle citoyen grâce à l'utilisation de l'outil MOC.

Pour mettre en pratique l'approche théorique de l'outil MOC, le programme a mis en place une plateforme

dénommée E-MOC pour non seulement mettre en ligne les informations issues des activités des comités mais aussi et surtout interagir avec les acteurs sur les questions soulevées.

Relativement aux impacts des actions du projet, l'utilisation de la grille de collecte a permis aux comités citoyens locaux

d'organiser des foras de redevabilité sociale et municipale afin de permettre aux municipalités accueillant le projet, de rendre compte de leur gestion et aux populations de mieux comprendre l'utilisation des ressources. Dans le souci d'identifier les impacts environnementaux et socio-économiques de ces entreprises d'exploitation minière sur les communautés de ces collectivités territoriales, des dialogues communautaires portant sur les impacts environnementaux ont été réalisés et dont les conclusions font l'objet d'un suivi par les comités. La mise en œuvre de la législation minière pour une meilleure prise en charge des problèmes sociaux de ces communautés.

Globalement, le programme a apporté une contribution majeure et positive dans le cadre de la promotion de la transparence et de la redevabilité des ressources extractives et financières.



Échanges avec les participants du CCL de Ngoundiane



Travaux de groupes sur le diagnostic des impacts de l'activité minière à Kanel

Chapitre 3 : Promotion des droits sociaux des communautés.

A- Contribution à la gestion des urgences et crises sanitaires ;

L'État du Sénégal, conformément à l'ODD 3 « relatif à la santé et à la promotion du bien-être pour tous » a pris l'option, à travers notamment sa Constitution (art 8 & 17), de faire du secteur de la Santé et de l'Action sociale, un secteur prioritaire. Cependant, malgré les performances réalisées par le Gouvernement du Sénégal dans les différents domaines de la santé, ce secteur est de plus en plus confronté à la problématique de la gestion des épidémies et des urgences sanitaires notamment la pandémie du Sida et de la Covid-19.

En effet, le secteur de la santé est marqué par une transition épidémiologique avec notamment la persistance des maladies endémiques (Paludisme, Tuberculose et VIH/SIDA) mais également l'émergence et la résurgence de nouvelles maladies à potentiel épidémique dont les maladies à virus Ebola et plus récemment la COVID 19 qui a fortement impacté l'économie du pays.

Ainsi, au-delà du problème de santé publique, les épidémies et les crises sanitaires constituent un problème de développement ayant des impacts humains, sociaux et économiques pouvant ralentir la mise en œuvre des stratégies de développement du Plan Sénégal Émergent. La maîtrise des risques sanitaires majeurs, qu'ils soient de nature biologique, technologique, environnementale et sociétale, constitue aujourd'hui un véritable défi.



Session de formation des journalistes et acteurs de la communication.

- **Une contribution dans la lutte contre la covid-19 axée sur le renforcement de capacités, la sensibilisation et le plaidoyer.**

Fidèle à sa mission de veille, d'alerte et de plaidoyer, l'ONG 3D a donc initié un programme de plaidoyer en faveur d'une meilleure prise en charge des questions de santé publique dénommé « PAPCCUSS ». L'objectif est de contribuer à une meilleure mobilisation des ressources gouvernementales pour la santé, de soutenir les réformes et d'assurer une bonne préparation face aux menaces récurrentes que constituent les épidémies et les crises sanitaires. En partenariat avec le RTSL, le COUS et la Direction de la prévention du MSAS, les activités déroulées ont ainsi contribué à définir un environnement favorable à la prise en charge des urgences sanitaires et des catastrophes naturelles.

Dans le but d'harmoniser leurs actions, une coalition des organisations de la société civile pour la gestion des urgences et catastrophes naturelles (COSPEC) a été mise sur pied. Après sa structuration, le COSPEC a développé des activités de plaidoyer auprès des Parlementaires et du Ministère des Finances et du Budget pour augmenter l'allocation budgétaire des structures du Ministère de la santé en charge des crises sanitaires et des catastrophes naturelles.

En termes de réalisations, le réseau des journalistes en population et développement, spécialisé sur les questions de santé publique, ont été formés sur les techniques de communication en période de crise sanitaire en mettant l'accent sur les mécanismes de partage de la bonne information sans créer de panique. Les autres modules portaient sur :

- Les maladies prioritaires surveillées par le gouvernement ;
- Le nombre de flambées épidémiques suivies par an/jour ;
- L'estimation des coûts par an ou flambée épidémique (en termes de coûts économiques ou sanitaires, de vies ou de perte de productivité, etc.) ;
- Les coûts et les bénéfices de la prévention des épidémies ;
- Le Règlement sanitaire international (2005) et les autres engagements pertinents ;
- L'infrastructure de sécurité sanitaire et les acteurs gouvernementaux concernés du Sénégal ;

Cette session a permis aux journalistes de réfléchir à des idées d'articles et à interviewer des experts en la matière. A ce titre, plusieurs articles ont été publiés pour favoriser un financement conséquent et durable des urgences sanitaires.

En outre, des émissions « **FOCUS SUR** » sur le financement des urgences sanitaires ont été réalisées. Elles ont enregistré la participation des décideurs publics et personnes ressources comme les Présidents de la commission santé/ action sociale et de la commission des lois de l'Assemblée nationale, du Directeur de la prévention médicale du ministère de la santé, du directeur des centres des opérations et urgences sanitaires. Les principales recommandations formulées par les dépositaires d'enjeux sont :

- La prise en compte de la dimension crise sanitaire dans la planification et la budgétisation des départements ministériels et des collectivités territoriales ;
- La mise en place d'un mécanisme rapide de déboursement des fonds provenant de l'État et des partenaires financiers ;
- La mise à disposition d'une contrepartie nationale faisant appel à des fonds gouvernementaux et levés auprès des d'acteurs du secteur privé ;
- L'instauration par arrêtés ministériels de procédures d'exception permettant aux structures chargées de la prévention des risques sanitaires de mobiliser et de coordonner les ressources nationales aux côtés de la commission supérieure de la protection civile ;

Ce plaidoyer soutenu de la société civile sénégalaise s'est traduit par l'augmentation du niveau d'engagement des décideurs politiques avec comme effet le financement du PAPCCUSS par l'État du Sénégal pour une période de 3 ans à partir de 2021.

Au niveau du département de Podor, les activités des projets ont été révisés pour prendre en compte les actions de soutien aux autorités locales contre les effets de la Covid-19 notamment :

- La mise en place de 32 dispositifs de lavages de mains (DLM) à pédales métalliques dans les espaces publics (écoles, marché, municipalité, case et poste de santé)
- La distribution de 200 kits d'hygiène (lot de savon, de javel et des gels hydro alcoolique)
- L'appui de 50 familles vulnérables en denrées alimentaires (5 tonnes de riz, 250 kg de sucre, 250 litres d'huile)

- Le recrutement et la formation de 10 relais communautaires sur les stratégies de lutte contre la Covid-19.



Distribution de kits alimentaire à Ndioum et Guédé Chantier



Distribution de dispositifs de lavage des mains à Ndioum et Guédé Chantier

- **La riposte contre le VIH/SIDA orientée vers la limitation de la propagation de la maladie au sein des groupes passerelles.**

En ce qui concerne la lutte contre le VIH/SIDA, pour contribuer à l'atteinte de la vision de l'**ONUSIDA** à l'horizon 2030, l'**ONG 3D** avec le concours financier de l'**ANCS** dans le cadre du **Programme Fonds Mondial** a développé le programme de réduction des nouvelles infections auprès des groupes en contexte de vulnérabilité dans les régions de Dakar, Fatick, Kaolack, Kaffrine, Tambacounda et Kédougou. Les trois piliers sont :

- 90 % des personnes vivant avec le VIH connaissent leur statut sérologique ;
- 90 % des personnes dépistées soient mis sous traitement et ;
- 90 % des personnes sous ARV (Traitement) aient une charge virale indétectable.

L'objectif poursuivi est de réduire les nouvelles infections des IST - VIH/ SIDA auprès des groupes en situation de vulnérabilité.

Mis en œuvre avec la participation pleine et entière des autorités administratives et sanitaires et des leaders religieux et coutumiers, les principales cibles du programme sont les routiers, les orpailleurs, les pêcheurs ainsi que les migrants et saisonniers. La particularité de cette cible réside dans le fait qu'elle constitue les liaisons entre les populations hautement infectées et la population générale.

Pour assurer la dynamique de baisse de la prévalence et maintenir le contexte d'une épidémie de type concentré, l'ONG 3D a développé les actions suivantes. Il s'agit principalement de la mise en place de cadres de mise en cohérence des interventions avec la participation des autorités administratives, sanitaires, coutumières et religieuses, de la formation et du renforcements de capacités des 27 relais et Éducateurs Pairs, de la sensibilisation des groupes cibles sur les modes de transmission et de prévention des IST VIH, sur les avantages du

dépistage volontaire, sur la santé de la reproduction et sur le dépistage du VIH/SIDA auprès des groupes cibles.

Ces actions développées ont permis de s'assurer de la bonne implication des autorités administratives, sanitaires, coutumières et religieuses, d'améliorer le niveau de connaissances des groupes ciblés sur les modes de transmission et de prévention et d'amener **7532** personnes à connaître leur statut sérologique. Cela a également permis de mettre **105** personnes déclarées réactives au test de **VIH** sous traitement anti-retro viral.

L'atteinte de ces indicateurs contractuels a été soutenue par quelques points forts que sont :

- Une bonne implication et appropriation du projet par les groupes cibles ;
- Une disponibilité des structures sanitaires et services de prestation du dépistage volontaire du VIH ;
- Une bonne maîtrise des thématiques du VIH par les relais.
- La détection de plusieurs cas positifs au VIH-SIDA.

Toutefois, quelques difficultés ont été notées. Il s'agit de l'inaccessibilité de certaines zones prioritaires en période d'hivernage, le déficit récurrent de préservatifs, l'indisponibilité de supports de communication, la faible coordination entre différentes organisations qui interviennent dans le même domaine, l'insuffisance des sessions de recyclage des relais pour une meilleure efficacité dans la mise en œuvre du programme, des perdus de vue de certains patients sous traitement et la faible capitalisation des données de la société civile par certaines structures sanitaires.

Relativement aux principales leçons apprises, on peut retenir l'importance d'impliquer les leaders religieux et coutumières dans l'organisation des activités de causeries suivies de dépistage, la nécessité de travailler en étroite collaboration avec les districts sanitaires et les centres conseils adolescents et la disponibilité des moyens de protection et de contraception lors des activités de communication sociale suivies de dépistage constitue un moyen efficace pour attirer la cible.

En somme, les principaux défis à relever sont l'amélioration de la collaboration avec les structures sanitaires pour une meilleure intégration des activités de la société civile, l'accompagnement des services et structures en charge du suivi des personnes réactives au dépistage pour une prise en charge, la promotion du dépistage communautaire et l'amélioration du financement surtout domestique pour la prise en charge des nouvelles priorités.



Causerie suivie de dépistage dans les zones d'orpaillage de Kédougou.

B- La promotion de l'accès à la sécurité alimentaire, à l'eau et à l'assainissement ;

Dans une volonté d'améliorer les conditions de vie des populations et de renforcer leurs capacités d'accès aux droits sociaux tels que la santé, l'assainissement et une nutrition de qualité, une série de projets a été mise sur pied.

- **L'amélioration de la nutrition dans un contexte de conflit politique**

La région de Ziguinchor présente un contexte particulier du fait de l'instabilité politique que connaît la zone et qui favorise l'insécurité alimentaire. Aujourd'hui, il apparaît que les interventions dans la lutte contre la malnutrition à Ziguinchor ne sont pas organisées de façon à éviter toutes formes de chevauchements dans les stratégies.

La multiplicité des acteurs et le manque de cohésion des interventions impactent sur le bon déroulement des programmes mis en œuvre. L'enjeu majeur aujourd'hui c'est d'arriver à mettre en réseau les initiatives des acteurs pour une mutualisation des ressources et des programmes afin de permettre une meilleure articulation des interventions.

Ainsi, le **PRN** à travers le projet « une enfance en bonne santé et mieux éduquée » mis en œuvre par l'ONG 3D dans le district de Ziguinchor couvre cinq CT à savoir Nyassia, Enampor, Niaguiss, Boutoupa Camaracounda et Adéane.

Dès l'entame de l'année de 2020 des visites ont été entreprises avec toutes les parties prenantes notamment les autorités administratives le Préfet de Ziguinchor, les sous-préfets de Niaguiss et de Nyassia, les Collectivités Territoriales partenaires et les structures sanitaires de la zone de couverture. Par ailleurs, des rencontres ont été organisées au sein de la communauté avec les délégués de quartier, les chefs de villages, les personnes ressources et les associations de quartiers (GPF, OCB, etc.) dans l'optique de partager mais aussi d'échanger sur tous les aspects du projet.

Les programmes de lutte contre la malnutrition revêtent une importance capitale car les conséquences de la sous nutrition sont souvent irréversibles et ont un impact négatif sur le bien-être des communautés. Ainsi, dans le cadre de la mise en œuvre du PRN, des résultats satisfaisants ont été enregistrés dans la mise en œuvre des activités dans nos zones d'intervention. La dotation de la farine en quantité importante à l'endroit des MAM et des enfants de 6 mois à 23 mois a eu comme résultat une récupération très rapide des enfants dénutris.

Par ailleurs les stratégies avancées permettent de rapprocher les services des bénéficiaires afin d'améliorer de manière permanente les performances des sites. La décentralisation de la vaccination au niveau des sites constitue un facteur de réussite dans la mobilisation des bénéficiaires. L'exemple du site de Laty, zone très risquée pour cause d'insécurité, dépourvue de poste de santé est illustratif. Grâce au PRN, l'ICP de Boutoupa a dépêché un infirmier pour effectuer les vaccinations au niveau de ce site car le taux d'abandon de vaccination était élevé dû à l'insécurité et l'enclavement de la zone.

L'expérience avec les Collectivités Territoriales surtout dans la participation a montré ses limites. Malgré la volonté affirmée par les CT d'apporter leurs contributions, elles n'arrivent

pas toujours à respecter leurs promesses, souvent bloquées par les procédures (la nomenclature budgétaire) et les moyens.

L'articulation entre les stratégies et activités du projet et les potentialités et initiatives locales est un gage de pérennisation du projet. Aujourd'hui l'intérêt c'est d'arriver à une meilleure articulation des programmes de nutrition au niveau des zones d'intervention.

La mise en place d'un plan de communication cohérent et efficace intégrant tous les aspects de l'éducation nutritionnelle et de la communication de masse permettra d'améliorer le niveau d'appropriation du projet par les populations.

L'ONG 3D compte à son actif une longue expérience de lutte contre la malnutrition et l'insécurité alimentaire. L'élaboration et la mise en cohérence de toutes les activités de nutrition permettent d'avoir une meilleure synergie d'actions afin de lutter contre la malnutrition et l'insécurité alimentaire au sein de la communauté.

Entre autres actions mises en œuvre :

- **La PECMA (Prise en charge de la malnutrition aigüe, DBC (Distribution à base communautaire.** Cette activité consiste à détecter les enfants malnutris dans le but de les prendre en charge à travers un regroupement ou par des visites à domicile et une distribution de farine enrichie. Des démonstrations culinaires sont également faites en direction des parents pour améliorer leur statut nutritionnel.

S'agissant des enfants qui souffrent d'une malnutrition sévère, ils sont référés directement au niveau des postes de santé, leurs cas nécessitant une prise en charge médicale.

- **Les activités de communication.** Ces activités sont déroulées lors des FARNE et SPC, lors des émissions radiophoniques et lors des mobilisations sociales. Les thématiques ont tourné autour des actualités de nutrition et les besoins en sensibilisation notamment les stratégies de riposte contre la pandémie, l'alimentation de l'enfant, les causes de la malnutrition, les objectifs et résultats du PRN. Au total cinq émissions ont été réalisées.

- **Le Suivi, Promotion de la Croissance (SPC).**

Pour ce faire, **des séances** de pesage sont organisées mensuellement au niveau des sites de nutrition. Les enfants de 0 à 23 mois sont ciblés. Cette activité entre dans le cadre du suivi du statut de l'enfant par une évaluation pondérale qui est un indicateur de la malnutrition chez l'enfant. En sus de cela des causeries et entretiens individuels sont tenus pour une meilleure prise en charge de l'enfant.

Dans l'ensemble des résultats satisfaisants ont été enregistrés dans la mise en œuvre des activités dans nos zones d'intervention. La dotation de la farine en quantité importante à l'endroit des MAM et des enfants de 6 mois à 23 mois a eu comme résultat une récupération très rapide des enfants dénutris.



Séance de pesée à Boulome (Ziguinchor)

Tableau récapitulatif des résultats du programme

Indicateurs	Niveaux attendus	Niveau atteints
Nombre de causeries organisées	720	322
Nombre de participants aux causeries	10800	7508
Nombre d'émissions radio	12	5
Nombre d'enfants ciblés	11424	10702
Taux de couverture		93,67 %
Pourcentage d'enfant souffrant d'insuffisance pondérale ¹	°10%	2,3%
Pourcentage d'enfant ayant un gain de poids adéquat ²	80%	76%
Nombre d'enfants 6-59 mois dépistés	9313	7125
Pourcentage d'enfants dépistés	90%	76,51%
Pourcentage d'enfants 6-59 mois souffrant de malnutrition aigüe modérée*	- 5%	2,2 %
Pourcentage d'enfants 6-59 mois souffrant de malnutrition aigüe sévère*	-2%	0,13%
Pourcentage d'enfants 6-59 mois souffrant de malnutrition aigüe sévère référés	100%	100%
Pourcentage d'enfants 6-59 mois souffrant de malnutrition aigüe modérée pris en charge au niveau communautaire	90%	96,38 %
Pourcentage d'enfants 6-59 mois souffrant de malnutrition aigüe modérée pris en charge au niveau communautaire récupérés	50%	88%
Pourcentage de femmes ayant effectué au moins quatre CPN	80%	63.16%
Possession de carnet	80%	98,95%
Pourcentage de femmes ayant accouché dans une structure sanitaire	80%	90,53%
Pourcentage de nourrissons de 0-6 mois exclusivement allaités au sein.	90%	77,89%
Pourcentage d'enfants de 12-23 mois complètement vaccinés	80%	96.84%
Mise au sein précoce	80%	58,95%
Fiche de vaccination	80%	100%
Pourcentage d'enfants ayant été supplémenté en vit A dans les 6 mois avant l'enquête.	80%	96,84%
Pourcentage d'enfants ayant reçu une dose de déparasitant dans les 6 mois avant l'enquête.	80%	88,42%
Pourcentage d'enfants 0-59mois dormant sous moustiquaire imprégnées	80%	98,95%
Pourcentage de ménages consommant du sel iodé	80%	31,55%

SRO ZINC	80%	95, 79
Pourcentage de mères ou gardiennes d'enfants se lavant les mains avec du savon avant de s'occuper de leurs enfants	80%	96,84%

Analyse globale des résultats du programme

- **Le renforcement de la sécurité alimentaire dans les zones touchées par la désertification et les changements climatiques.**

Dans une volonté d'améliorer les conditions de vie des populations et de renforcer leurs capacités d'accès aux droits sociaux tels que la santé, l'assainissement et une nutrition de qualité, une série de projets a été mise sur pied. Dans le département de Podor, Il s'agit principalement des projets et programme ci-dessous :

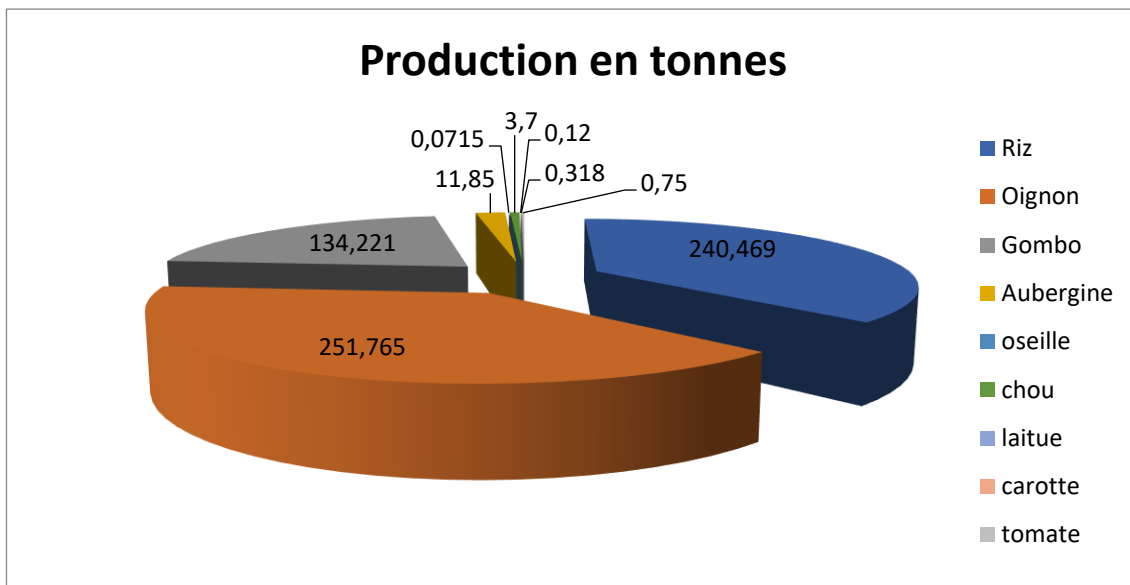


- Amélioration de la situation nutritionnelle de la population du département de Podor, en facilitant l'accès à l'eau, à l'hygiène, à l'assainissement et à l'alimentation, au moyen d'une approche Wash sensible à la nutrition, le renforcement de capacités et la concertation avec les différents acteurs, dénommé GAWDI.
- Amélioration de la résilience des systèmes de production agricoles et de l'autonomisation des femmes rurales des communes de Guédé Village et Guédé Chantier (Kisal Ngura) ;
- Promotion de la sécurité alimentaire et d'augmentation des revenus de la population à travers le renforcement de capacités de groupes de jeunes (hommes et femmes) dans les productions pastorales
- Amélioration de la souveraineté alimentaire de 530 personnes dans le Département de Podor, Région de Saint-Louis.

Dans le cadre du développement productif qui constitue l'axe majeur de l'intervention de l'ONG 3D dans la zone Nord, les activités suivantes ont été réalisées :

- L'exploitation de 35 hectares pour la production de riz dans les communes de Guédé Villages, Guédé Chantier et Ndioum ;
- L'aménagement et la réhabilitation de 13 blocs maraichers sur une superficie globale de 43,7 ha au profit de Groupements de promotion féminin et des associations de jeunes de Guédé Village, Guédé chantier, Doumga lao et de Ndioum
- L'installation des systèmes d'irrigation au niveau des périmètres maraichers,
- Le développement de 10 ha d'exploitations familiales

- La dotation en équipements (08 GMP et petits matériels agricoles) et intrants agricoles,
- L'expérimentation de parcelles pilotes pour la production maraichère dans la zone Djéri sur une superficie de 1 ha ;
- Le suivi agronomique des périmètres irrigués et des blocs maraichers appuyés par les projets en collaboration avec l'ANCAR ;
- La construction d'un magasin de stockage d'oignon de 54 m2 pour réduire les pertes des productions maraichers ;
- La construction et l'équipement d'un bureau pour le GIE Kawral de Ndioum Walo ;
- La capacitation des producteurs sur les techniques de production, de conservation et de



gestion des parcelles.

L'exécution de ces activités a fortement contribué à améliorer le niveau de production agricole dans les différentes zones d'intervention. En effet, les exploitants appuyés dans le département de Podor ont produit 240,659 tonnes de riz et 343,42 tonnes de produits maraichers (oignon, gombo, chou, tomate, laitue, bissap). La répartition de la production agricole en fonction des spéculations obtenues au sein des exploitations agricoles se dresse comme suit :

L'augmentation de la production agricole a eu les impacts suivants sur les exploitants et groupements appuyés :

- 530 personnes dont 330 hommes (62%) et 200 femmes (38%) organisés en GIE de Ndioum, à augmenter leur niveau de revenu ;
- 1658 personnes des communes de Guédé Villages et Guédé Chantier de bénéficier du riz, de l'oignon en quantité et qualité suffisante ;
- 200 femmes des Groupement de femmes des communes de Guédé Villages et Doumga Lao appuyé par le programme Gawdi d'améliorer la disponibilité d'aliments diversifiées et leurs revenus.

Ces différentes réalisations ont eu impact significatif dans la lutte contre la faim en agissant directement sur les indicateurs clés liés à la sécurité alimentaire notamment la disponibilité de produits agricoles diversifiés et en quantité suffisante (riz, oignon, gombo, chou, aubergine, carottes, navet, aubergine...) et l'accessibilité par l'augmentation des revenus et du pouvoir d'achat des ménages. Aussi, un environnement propice à la culture du riz et des produits maraichers a été instauré à travers l'appui à la préparation du sol, à la formation sur les bonnes pratiques agricoles.

Sur le plan nutritionnel, une campagne de sensibilisation sur les bonnes pratiques nutritionnelles a été réalisée à travers des visites à domicile et causeries sur les bonnes pratiques nutritionnelles. 1000 fiches et guides sur la nutrition en français et en poular ont été confectionnés et distribués à la population de la commune de Ndioum. Au total, 800 ménages ont été sensibilisés sur les bonnes pratiques nutritionnelles.

Dans la même logique, des activités de Suivi Promotion de la Croissance (SPC) des enfants en situation de malnutrition ont été réalisées. A



Mini forage de Kameubeul

Ndioum, 1310 enfants âgés de 0 à 59 mois ont bénéficié de dépistage de la malnutrition et les cas de malnutris pris en charge par les relais

communautaires. Parallèlement, un renforcement des capacités des relais a été effectué à travers la dotation de matériels sanitaires notamment 20 balances salaires, 10 pèse-bébés et 20 MUAC (périmètre brachial).



Installation de panneaux solaires à Enampore.

- La mise en place d'un comité local de suivi (CDS)

Comme autres mécanismes de transparence et de suivi, il faut souligner l'instauration du comité local de suivi qui se réunit régulièrement avec la participation des différents acteurs impliqués. C'est un moment de dialogue et de concertation entre les services techniques, les acteurs bénéficiaires et l'équipe du programme. Ces différents systèmes de suivi vont permettre aux différents acteurs de se familiariser et de rester en contact permanent. En plus, des réunions trimestrielles de coordination et de planification seront organisées et les résultats à mi-parcours sont présentés, analysés et discutés.

Dans la même veine, au niveau des communes de Nyassia et Enampore (zone Sud du pays), le projet dénommé *Musol Kagolum* est exécuté avec une volonté de promotion de l'autonomisation socio-économique et du leadership politique des femmes et des hommes du district périurbain de Nyassia. Spécifiquement, l'essentiel des actions entrent dans le cadre de la promotion du développement local à travers une action concertée entre les différents acteurs



Technique de préparation de planches.

locaux autour d'initiatives de production agricole et de participation citoyenne au développement local. Durant l'année 2020, des ouvrages tels que des mini forages, la pose de clôtures et l'installation des systèmes d'irrigation ont été réalisés. Aussi, 10 ha de terres pour les bénéficiaires du projet ont été réhabilités, leur permettant ainsi d'optimiser leurs conditions de production. Au total, ils ont été 240 (66% de femmes et 34% d'hommes) à bénéficier de formation sur des modules relatifs à la

production et la gestion de l'eau. Concernant les appuis en intrants, 400 producteurs ont été appuyés (40% d'hommes et 60% de femmes).

En ce qui concerne le droit à l'assainissement, plusieurs actions ont été entreprises en zone périurbaine de Dakar dans le souci d'appuyer le développement des collectivités territoriales, grâce à l'appui de Musol et de l'Ayuntamiento de MADRID et en partenariat avec les communes de Yene, Bambilor et Sangalkam. Ce sont 15 puits modernes avec un dispositif de pompage solaire qui ont été construits et prêts à l'usage, 30 bornes-fontaines, et une extension de 3000 m du réseau de production de la Sen'Eau qui ont été réalisés à Sangalkam, Yene et Bambilor.



Travaux d'extension du réseau de la Sen'eau à Sangalkam.

Pour assurer une bonne gestion de ces ouvrages, 45 comités de gestion ont été mis en place pour garantir une gestion efficace et transparente des 45 ouvrages hydrauliques construits dans les 03 communes. Les membres de ces comités ont été formés à la gestion des puits modernes et des sources d'eau, à la maintenance des infrastructures et à la potabilisation des sources d'eau. Une formation à la gestion administrative et financière des ouvrages a également été initiée dans les trois communes pour former les membres des 45 comités de gestion.

Dans le volet amélioration de la couverture des services d'eau dans le département de Podor, l'action de l'ONG 3D durant l'année 2020 s'est concentré sur :

- Le démarrage des travaux de réalisation des mini forages de Thiasky et Léwé Ngaye dans la commune de Doumga Lao ;
- L'élaboration de Document d'Appels d'Offre pour la construction de 02 Château d'eau dans les villages de Kodiolél et Loumbel situés respectivement dans les communes de Guédé Village et Doumga Lao ;
- L'organisation de dessins participatifs sur l'emplacement des abreuvoirs ;
- Choix de 6 écoles pour la construction d'infrastructures d'assainissement sensible à la Gestion Hygiène menstruelle ;

- Mise en place et formation des comités de salubrité ;
- Mise en œuvre de la campagne de promotion de l'hygiène par les comités de salubrité ;
- Organisation de dessin participatif sur les latrines familiales.

C- La résilience des communautés face aux changements climatiques.

Le débat mondial sur le changement climatique ne se limite plus à une question d'ordre environnemental mais s'inscrit désormais dans une vision plus large, qui lie étroitement les objectifs environnementaux aux objectifs de développement économique et social. Le Sénégal, à l'instar des pays en voie de développement subit de plein fouet les conséquences du dérèglement climatique avec une baisse de la pluviométrie, des pics de chaleur, une augmentation du niveau de la mer qui favorise une érosion des côtes, entre autres.

Les populations les plus pauvres sont les plus touchées du fait de leur faible capacité de résilience et les activités économiques telles que l'agriculture, l'élevage, la pêche qui occupent près de 70% de la population active du pays et fortement dépendantes des facteurs climatiques, sont très souvent bouleversées.

L'ONG 3D de par son engagement auprès des communautés à lutter contre la pauvreté et ses mécanismes de reproduction, s'est fixée comme objectif de contribuer au renforcement des connaissances et compétences en matière d'adaptation aux changements climatiques, à travers une amélioration des politiques publiques locales, mais aussi une mise en œuvre d'expériences pilotes de production agricole adaptée aux besoins du moment.

Ainsi, 3D développe des projets dans les régions de Saint-Louis, Matam et Ziguinchor, les plus exposées aux conséquences liées au changement climatique au Sénégal, notamment dans les départements de Podor et de Kanel (communes de Kanel, Ouro Sidy, Orkadiéré, HamadyOunaré et Guédé).

C'est dans ce sens que les femmes des associations qui s'activent autour du maraîchage, les associations des



Rencontre avec les populations de Boki Dialoubé

producteurs et productrices de riz, de décrue, de grande culture ont bénéficié du projet intitulé « *Bamtare Ndema* ». La finalité est d'améliorer les politiques publiques d'adaptation au

changement climatique pour la production agricole des départements de Podor et Kanel avec une approche participative.

Dans cette thématique, l'appui aux Collectivités territoriales de Kanel et de Podor (PDAC), les communes de Guédé Village et Guédé Chantier (PCACC). Intégrer ces aspects dans la gouvernance (Ch 2) en mettant l'accent sur la dotation d'outils de gouvernance et de prévention des risques climatiques (système d'alerte et de prise en charge)

Dans cette partie, ces aspects peuvent être repris sous forme de génération de connaissances et de bonnes pratiques technologiques pour une agriculture durable et résiliente.

Aussi, une expérience de production agricole adaptée au CC est mise en œuvre dans les Départements de Podor et Kanel (une par département). Enfin, l'amélioration de la gestion post-récolte et commercialisation des produits agroalimentaires avec une approche de sécurité alimentaire et d'adaptation aux Changements

Les femmes organisées en GIE, les associations des éleveurs, les producteurs agricoles et les ménages vulnérables sont les principaux bénéficiaires.

Parmi les réalisations déjà effectuées à Ouro Sidy il y a entre autres :

- L'extension du réseau électrique et installation de l'électricité dans l'UTPA ;
- L'installation de l'unité solaire de conservations des produits locaux ;
- La mise en place du chantier et le lancement des travaux d'extension du réseau hydraulique ;
- Le suivi de la construction des 12,5 km de réseau hydraulique ;
- La sélection des GPF/GIE et l'accompagnement pour leur formalisation ;
- L'identification des parcelles et accompagnement à la délibération au nom des GIE ;
- Le lancement du processus de recrutement des moniteurs d'alphabétisation.

En termes de défis et de perspectives, il est important de noter, la mise à disposition des parcelles et leur délibération au nom des GIE des femmes des villages autour de l'unité pastorale de Naykie Adama et la mise à disposition de l'eau dans les quatre villages ciblés sur une distance de 12,5 Km.

Les bonnes pratiques et success stories

Les bonnes pratiques

- **Le management organisationnel au sein de l'ONG 3D**

L'année 2020 a marqué un tournant dans la direction prise par l'ONG 3D concernant son management organisationnel. En effet, dans une constante recherche d'amélioration de son environnement de travail, l'ONG 3D travaille depuis 2016 avec une organisation Suisse Peace Nexus, pour renforcer le schéma organisationnel. Cette collaboration fut également motivée par le défi de faire face à l'extension de 3D au niveau national tout en maintenant la qualité de ses actions.

Ce partenariat a débuté avec l'animation de différents ateliers internes réunissant tout le personnel de 3D, qui ont permis l'identification des forces et faiblesses du fonctionnement interne de la structure. Ces ateliers ont aussi favorisé l'esquisse de solutions, mais surtout la réalisation du Plan Stratégique 2018-2022 de l'ONG 3D.



Dans ce plan stratégique, la vision qui sous-tend l'intervention de 3D est « en 2023, 3D est une organisation citoyenne, experte et militante, structurée en pôles autonomes et interdépendants, Présente dans la sous-région, elle affirme sa vocation d'influer sur les transformations politiques, économiques et sociales majeures au plan national et sous régional pour l'avènement de sociétés plurielles, démocratiques et ouvertes sur le monde »

La collaboration a atteint son point d'orgue en 2020 avec l'opérationnalisation de bon nombre de points dont ceux

inhérents à l'organisation même de l'ONG 3D.

3D s'appuyait sur une organisation dynamique, organisée autour de pôles. Il s'agit des pôles suivants :

- Pôle Démocratie ;
- Pôle Développement ;
- Pôle Droit Humains.

Cette structuration par pôles qui s'inscrit dans les champs d'actions originels de l'ONG, a contribué à forger l'identité de 3D et sa renommée dans le pays.

L'option prise par 3D est de renforcer la décentralisation et la présence de 3D dans les régions. Ainsi le choix s'est porté vers une plus grande responsabilisation des trois pôles qui disposent d'une autonomie dans la détermination de leurs objectifs, dans la conduite de leurs activités, dans la gestion et l'emploi de leurs ressources. Mais, ils demeurent dans une entité organisationnelle qui fonctionne en réseau et qui mutualise ses ressources, techniques, intellectuelles et financières.

Il est important de préciser que cette autonomie n'est en aucun cas une "autonomie légale" mais plutôt une autonomie thématique pour une plus grande efficacité.

L'ONG 3D possède des bureaux dans 4 régions (Dakar, Saint Louis, Matam et Ziguinchor) mais son action couvre l'ensemble du territoire national. Il arrive même que dans une région, il y ait deux voire trois bureaux :

- À Dakar (Bureau de Dakar et de Rufisque).
- À Saint Louis (Bureau de Saint-Louis, de Podor, et de Pété).

Une approche territoriale a été privilégiée dans le déploiement de l'ONG 3D au sein du pays. Ainsi, au lieu d'avoir plusieurs antennes régionales " unipolaires ", l'idée est désormais de faire en sorte que les trois domaines d'intervention (Démocratie, Droits de l'Homme et Développement) soient matérialisés dans chaque bureau régional (par exemple à Saint-Louis, Matam ou Ziguinchor, etc.).

Chaque bureau régional est donc désormais dépositaire des trois domaines d'intervention de 3D. Cela permet, en effet, une plus grande complémentarité entre les pôles afin d'atteindre les objectifs stratégiques de l'organisation.

De plus, en vue d'une meilleure implication dans le pilotage stratégique de l'organisation, du développement des partenariats, de la mobilisation des ressources financières et du positionnement international, 2020 a été l'année de l'allègement des tâches de gestion et d'administration du Directeur Exécutif.

Il porte la voix de la structure et assure sa présence sur les scènes nationale et internationale. Chargé de la protection du patrimoine de 3D, il s'assure de la bonne exécution des orientations stratégiques et des activités auprès du Conseil d'Administration, des pouvoirs publics et de ses principaux partenaires.

Il est allégé dans la gestion par :

- Le Service administratif et financier dont la mission est d'assurer la conformité, la véracité et la sincérité des comptes de l'organisation. Il est directement en charge de la bonne utilisation des ressources et du patrimoine de 3D ;
 - Le Service d'appui aux programmes dont la mission est de développer la méthodologie et les outils nécessaires à la bonne compréhension et à une mise en œuvre efficace des questions relatives aux thématiques (Démocratie, Droits humains et Développement) dans les projets et programmes.
- **L'impact de nos interventions sur les politiques publiques nationales et locales.**

La participation des femmes dans la gouvernance locale

Les actions entreprises dans le cadre du programme « **Kaddu Jigeen Ni** » ont véritablement participé à l'amélioration de la qualité de la participation des élues locales dans les sphères de décisions. Jusque-là, les dispositions relatives à cette loi permettaient aux femmes de participer paritativement aux conseils municipaux, mais la problématique de la qualité des interventions se posait avec acuité. Grâce notamment aux différentes sessions de formations délivrées aux conseillères municipales, la parole s'est libérée et un certain nombre d'obstacles dus à la l'ignorance et à la technicité de certains concepts ont pu être levés.

Relativement à la SNEEG, elle permet à l'État et à ses démembrements, de bénéficier d'un instrument d'orientation dans la planification, l'élaboration, la mise en œuvre et le monitoring des politiques publiques de développement.

De plus, la stratégie permet d'établir le lien entre l'État, les OSC, les collectivités territoriales, les OCB et les communautés dans un souci d'harmonisation de leurs actions en faveur de l'égalité et de l'équité de genre.

Seulement, ce document de référence souffre d'une méconnaissance de la part des acteurs de la gouvernance notamment au niveau local. Cette méconnaissance est due en partie à un déficit de vulgarisation et d'une stratégie de sensibilisation des acteurs concernés, mais également à la barrière linguistique. Aussi, les insuffisances notées en matière de sensibilité au genre des documents de planification des collectivités territoriales tels que les Plans de Développement Communaux et les Plans de Développement Départementaux et des systèmes de budgétisation constituent des obstacles à l'intégration du genre dans les politiques publiques nationales et locales.

L'intervention de l'ONG 3D est donc venue en appoint aux stratégies mises en place par l'État pour impulser les progrès en matière d'institutionnalisation du genre au niveau local.

La démarche s'inscrit dans une logique de développer un partenariat avec les collectivités territoriales et d'entreprendre des actions de formation et de plaider pour assurer une large diffusion de la SNEEG dans toutes les sphères de décisions pour l'effectivité d'un État de droit sans discrimination fondée sur le sexe.

A cet effet, le programme a interagi avec le Ministère de la Gouvernance Locale, du Développement et de l'Aménagement du territoire. En effet, la cellule genre dudit Ministère a développé des outils de promotion du genre dans les collectivités territoriales et l'ONG 3D a participé à leur vulgarisation. Cette campagne de vulgarisation a consisté à renforcer les capacités des agents et des acteurs territoriaux en matière d'intégration du genre dans les

initiatives locales et à renforcer les actions d'appui et d'orientation des activités conduites par les collectivités territoriales dans ce sens.

Le principal apprentissage qui a été tiré à ce niveau est que seul le renforcement des capacités ne peut pas garantir aux femmes un accès aux informations budgétaires et aux instances décisionnelles. Toutefois, cela peut leur permettre de mieux connaître leurs droits en la matière et d'initier des actions collectives visant à rendre la gestion budgétaire locale plus transparente et plus participative. Par exemple, à Mont Rolland, les femmes participent davantage aux réunions municipales convoquées par le Maire ce qui n'était pas le cas avant l'intervention du programme. À Ndiarème Limamoulaye, les femmes bénéficiaires du programme tiennent chaque lundi une réunion hebdomadaire avec le Maire lui-même pour discuter des priorités des organisations féminines et de leur prise en compte dans la formulation du budget. Toutes ces initiatives constituent en réalité des effets induits des différentes sessions de formation des femmes à la fois sur le leadership et la gouvernance locale participative.

- *Le rôle des élus dans la prise en compte des personnes handicapées dans la gouvernance budgétaire locale.*

Il s'agissait ici de doter les personnes handicapées de capacités de plaider pour qu'elles puissent défendre leurs intérêts auprès des autorités publiques en termes de participation mais surtout d'évaluation des politiques publiques.

Dans un premier temps, les généralités budgétaires ont été présentées aux participants. Il s'agit principalement de :

- L'unité Budgétaire
- L'annualité Budgétaire
- L'universalité Budgétaire
- L'équilibre Budgétaire
- La spécialité des crédits

Ensuite, le processus, les rôles et responsabilités des acteurs budgétaires en termes d'élaboration, d'exécution et d'adoption du budget ont été abordés par le facilitateur. Par ailleurs, en plus de cette dernière, la présentation des différents types de documents budgétaires a été un moment fort de partage de connaissances, d'échanges et de discussions appréciés par les participants.

À la suite de la présentation de la loi d'orientation sociale et de son contexte, le lien a été fait entre son élaboration et son exécution au niveau local et l'accent a été mis sur la création d'une passerelle pour que les Collectivités locales intègrent la loi d'orientation dans les politiques publiques locales.

Ainsi, la formation a permis la mise en place d'un plan d'actions pour une promotion de la budgétisation sensible à la personne handicapée soit l'objectif principal de cet atelier. Les participants ont reçu des outils de planification et d'élaboration d'un document de plaidoyer qui serviront aussi bien à confectionner le plan de plaidoyer et d'en faire le suivi.

À la fin de la session de formation, le 1^{er} adjoint au maire qui faisait partie de l'assemblée a exprimé son souhait à l'attention des partenaires, d'élargir la formation aux élus locaux. Ladite demande a été acceptée.

- **La contribution de 3D à la lutte contre la pandémie de Covid-19**



Atelier de préparation du plaidoyer pour les PH dans la gouvernance budgétaire.

Dans le but de participer aux efforts de prévention contre la Covid 19, l'ONG 3D a initié plusieurs activités. Ainsi, dans le département de Podor, l'ONG 3D et Conemund ont mis à la disposition des populations des communes de Ndioum et de Podor des dispositifs améliorés de lavage de mains accompagnés de lots de savons et d'eau de javel. Ces dispositifs ont été installés dans les lieux publics (marchés, écoles, hôtels de ville) des deux

communes.

A Dakar, une campagne "Xeex Corona" a été lancée à Colobane en partenariat avec le Collectif des Organisations de la Société Civile pour les Élections (COSCE) et la Plate-forme des acteurs non étatiques avec l'appui de l'USAID.

En outre, une session de préparation de plan de plaidoyer a été organisée, les 16 et 17 juillet 2020, en vue d'une meilleure prise en compte des ménages vulnérables dans la riposte contre le COVID 19 en partenariat avec la **FSAPH** et **IBP**.



Distribution de kits d'hygiène à Dakar.

L'atelier avait pour but d'exploiter une étude d'impact du COVID 19 sur les Organisations Communautaires de Base (OCB) de la Fédération Sénégalaise des Habitants (FSH).

Il était également destiné à cibler des actions pertinentes pour accompagner les Organisations Communautaires de Base (OCB) de la Fédération Sénégalaise des Habitants (FSH) au mieux dans le cadre de la crise sanitaire.

A l'issue de l'activité, un plan de plaidoyer pour une meilleure prise en compte des difficultés rencontrées par les ménages vulnérables a été mis sur pied.

L'atelier, organisé en collaboration avec **UrbaSen** et avec l'appui d'**IBP**, entre dans le cadre du programme **SPARK**.

Dans le département de Podor, les activités des projets ont été révisées pour prendre en compte les actions de soutien aux autorités locales contre les effets de la covid 19. C'est ainsi que l'ONG 3D et ses partenaires CONEMUND, Enraiza Derechos, ONGAWA et la Fondation Musol ont fourni 32 dispositifs de lavages de mains à pédales métalliques dans les espaces publics (écoles, marché, municipalité, case et poste de santé,), plus de 200 kit de lavages de mains et des denrées alimentaires à 50 familles vulnérables (5 tonnes de riz, 250 kg de sucre, 250 litres d'huile).



Formation sur le PRN avec les relais ADEANE et BOUTOUPA

Dans le cadre du programme PRN l'équipe de Ziguinchor a procédé à une distribution de farine durant trois mois pour apporter sa contribution dans le cadre de la lutte contre la pandémie en direction des enfants de 6 mois à 23 mois. Ainsi 5207 kg de farine composée ont été distribuées aux enfants ciblés par dotation d'un kilogramme par mois. Par ailleurs du matériel de protection à travers des kits d'hygiène composés a été livré au comité de suivi local départemental et

des masques aux agents PRN pour un montant total de 500 000cfa. Par ailleurs, tous les agents du projet ont reçu leurs dotations en masques et gel et des émissions radios et réalisations de spots ont été diffusées pour consolider le paquet de riposte.



Distribution de dispositifs de lavage des mains et de kits alimentaires et d'hygiène à Ndioum et Guédé Chantier.



Les success stories

Parmi les actions phares de 2020, il faut noter le renforcement de l'équipement et de la logistique du réseau AGICY, avec l'octroi d'un camion frigorifique d'une capacité de 40 kg et d'une pirogue d'une longueur de 12 M. Cette importante action entre dans le cadre de l'accompagnement du réseau des femmes de



La pirogue offerte à AGICY.

d'une seconde pirogue.



Le camion frigorifique octroyé à AGICY.

Yène en vue d'une amélioration de leur autonomisation économique. Après la mise en service de la pirogue, le rendement ainsi que les revenus tirés de la pêche ont considérablement augmenté et le réseau a pu procéder à l'achat



Conférence de presse de la fédération des personnes vivant avec un handicap et IBP.

Une autre success story mérite d'être soulignée, c'est le plaidoyer fait à l'endroit du Ministère du Développement Communautaire et de l'Équité Sociale et Territoriale, chargé de la distribution de l'aide alimentaire aux familles éligibles, pour une meilleure prise en compte de cette frange de la population. En effet, les personnes handicapées qui sont à la fois des cibles et des membres des commissions de ciblage, sont dans certaines localités écartées du dispositif aussi bien dans la composition des commissions de ciblage que dans la liste des bénéficiaires. A l'issue d'une campagne de plaidoyer initiée avec la **FSAPH et IBP**, des mesures rectificatives ont été prises et des améliorations ont été apportées.

Les perspectives pour l'année 2021

L'année 2020 a été marquée par une crise sanitaire et économique d'envergure mondiale, engendrée par la COVID 19.

Parti de Chine, le virus s'est répandu à travers le monde poussant l'OMS à déclarer la pandémie le 11 Mars 2020.

Le continent africain n'a pas été épargné et la propagation de la maladie dans certains pays a eu pour effet, la prise d'un certain nombre de mesures de prévention et de riposte face au mal. Ainsi, au Sénégal, dès la détection des premiers cas, l'État du Sénégal a mis en place un dispositif de suivi piloté par le Ministère de la Santé de l'Action Sociale et ses différents démembrements.

Ce contexte de crise a donc eu des conséquences sur les activités de l'organisation allant du report à l'annulation de certaines activités. Des réaménagements ont été faits sur les fonds destinés aux projets et ont permis d'appuyer les bénéficiaires de nos projets dans la prévention de la maladie.

Néanmoins, le processus de capitalisation et de renforcement des acquis s'est poursuivi avec pour principal résultat, un renforcement de l'ancrage de l'ONG 3D auprès des communautés.

Dans la promotion de la gouvernance démocratique, les actions qui seront menées vont à coup sûr participer à l'instauration d'un climat électoral serein et une meilleure participation des citoyens au processus électoral. Le rôle qui sera joué par l'organisation est essentiellement un rôle de médiation, de monitoring, pour une matérialisation des réformes adoptées lors du dialogue politique.

Grace à son statut d'OSC, elle sera amenée à se prononcer sur les questions qui interpellent directement les citoyens notamment la question du redécoupage administratif de certaines collectivités territoriales du pays. Il s'agira d'apporter des réponses pertinentes à ces interrogations.

En ce qui concerne la gouvernance des ressources minières, conformément à son plan stratégique, l'organisation entend mener des actions essentiellement orientées vers un renforcement de capacités des municipalités, des OSC, et des communautés pour une meilleure gestion des recettes issues des exploitations minières. La finalité étant de répondre aux besoins prioritaires en matière d'éducation, de santé, d'emploi des jeunes, entre autres tout en veillant à l'amélioration des rapports financiers entre l'État et les collectivités locales. Pour ce faire, les CPC seront encore accompagnés et outillés afin d'être en mesure de prendre en charge les besoins des communautés en matière d'accès aux droits sociaux fondamentaux.

En matière de santé communautaire, l'essentiel des efforts seront consentis pour un assainissement de l'environnement social et une meilleure prise en charge des groupes en contexte de vulnérabilité. L'augmentation du niveau d'engagement des décideurs publics et du niveau d'allocation des ressources financières en faveur de la nutrition et de la sécurité alimentaire constituera la pierre angulaire de l'action de 3D dans ce domaine.

Relativement à l'adaptation face aux changements climatiques, les actions seront essentiellement orientées vers la formation des acteurs aux techniques agricoles résilientes et l'appui aux collectivités territoriales pour l'élaboration de documents de planification comme les PDACC ou PCACC dans les communes de Podor, Yéne, Kanel.

De ce point de vue, les actions de promotion de l'accès des communautés à l'eau et à l'assainissement comme préconisé par l'ODD 3 seront fortement mises en œuvre.

Enfin, la dynamique d'accompagnement des femmes, des jeunes et des personnes handicapées pour ce qui est de l'appui à l'autonomisation économique et à la promotion du leadership politique et communautaire, se poursuivra à travers un renforcement de leurs capacités de plaidoyer, de mobilisation de ressources, et de production économique dans les communes de

Saint-Louis, Ziguinchor, Kanel, Bettenty. En ce sens, un accent sera mis sur la question de l'émigration dans les zones pourvoyeuses de migrants (Dakar, Saint-Louis, Joal, Kayar, entre autres) pour mener des actions de prévention, de sensibilisation et d'accompagnement des migrants de retour.